

P. A. Linteau, R. Durocher, J. C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 p.

Daniel Salée

Numéro 12, automne 1987

Mouvements et acteurs

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040577ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040577ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Salée, D. (1987). Compte rendu de [P. A. Linteau, R. Durocher, J. C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 p.] *Politique*, (12), 148–154.
<https://doi.org/10.7202/040577ar>

P. A. Linteau, R. Durocher, J. C. Robert et F. Ricard, *Histoire du Québec contemporain: Le Québec depuis 1930*, Montréal, Boréal Express, 1986, 739 p.

C'est en compagnie cette fois de François Ricard, essayiste et critique littéraire bien connu, que les historiens Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert nous livrent enfin le deuxième volet de leur monumentale histoire du Québec contemporain. Le premier volume, paru en 1979 chez le même éditeur, couvrait la période 1867-1929. L'initiative était heureuse. Les auteurs avaient alors levé le voile sur une partie fort mal connue de notre histoire. Le succès que remporta l'ouvrage était tout à fait mérité.

La recette, désormais éprouvée, sera donc reprise pour le deuxième volume qui porte maintenant sur l'histoire du Québec depuis 1930. L'approche, qui se veut macroscopique et synthétique, combine le même découpage thématique à l'intérieur d'un découpage chronologique qui l'englobe. Le cadre temporel est divisé en trois sous-périodes distinctes présentées de manière séquentielle (1930-1945, 1945-1960, 1960 à aujourd'hui). Les auteurs y examinent pour chacune d'elle les diverses facettes de la démographie, de l'économie, de la structure sociale, de la vie et du discours politique

et, finalement, de la production artistique et culturelle. Morcellement du temps donc et morcellement du processus sociétal; sans verser dans l'encyclopédisme — ce dont ils se défendent bien — les auteurs n'en cherchent pas moins à brosser un tableau complet de l'évolution du Québec contemporain.

L'entreprise impressionne par son envergure. De la dépendance économique du Québec aux luttes féministes, en passant par les questions liées à l'immigration, la croissance de l'État, le syndicalisme, la culture de masse, la montée de la bourgeoisie francophone, les affrontements linguistiques et d'autres encore, il n'est pas beaucoup de recoins de la société québécoise qui n'aient pas été fouillés. L'ensemble, qui tient dans cinquante-quatre chapitres de douze à quinze pages en moyenne, se lit aisément et est abondamment illustré.

L'ouvrage n'est pas non plus sans innover par rapport aux travaux du genre qui souvent prétendent livrer le réel à travers une lecture limitée à une dimension spécifique de l'activité sociale. Elles sont trop nombreuses au Québec les synthèses historiques qui ne sont guère plus que de plates narrations des hauts faits politiques. Le livre dont il est ici question les surpasse sans contredit. Malheureusement, il n'est pas sans faiblesses. Se contenterait-il seulement de vouloir faire œuvre d'information auprès d'un public de non-spécialistes, il conviendrait alors de les passer sous silence. Mais de par son ambition typiquement universitaire à vouloir «comprendre et expliquer les grands phénomènes et les transformations majeures qui ont marqué la société québécoise» (p. 5), il s'expose inévitablement à un examen plus critique.

Contrairement à ce que cet objectif de départ laisse supposer, les auteurs n'adoptent jamais vraiment le ton de l'analyse. L'ouvrage insère à la suite dans la diachronie restreinte du découpage chronologique retenu autant de capsules factuelles correspondant au choix thématique. Les données statistiques et la description de

faits ou de phénomènes précis semblent devoir tenir lieu d'analyse. Aucun questionnement susceptible d'éclairer la réalité brute n'est offert : ici, on évoque la coexistence de la tradition et de la modernité (chapitre 13), sans d'abord définir l'un et l'autre concept, mais surtout sans même expliquer comment pareille coexistence fût possible; là, on décrit les grands moments d'un syndicalisme qui se fait plus combatif (chapitre 22), mais sans s'interroger sur les raisons qui poussent à un plus grand militantisme syndical; plus loin encore, on relate le déclin de l'Église catholique comme force sociale et morale (chapitre 24), déclin que l'on préfère attribuer à l'essoufflement de l'institution, sans chercher à identifier les processus sociétaux qui auraient pu influencer le phénomène. Et ainsi de suite. Chaque chapitre laisse sur sa faim le lecteur un tant soit peu informé.

Au terme de leur démarche, les auteurs disent avoir réussi à battre en brèche certains mythes sur la société québécoise: «l'image d'un Québec monolithique et unanime»; «celui du caractère unique et original d'un Québec observé en vase clos»; «celui d'une société traditionnelle projetée brutalement dans l'ère moderne» (pp. 725-276). Si le but ultime de l'effort analytique de l'entreprise doit tenir dans cet exercice de dé-mythification, voilà bien une dépense d'énergie intellectuelle mal canalisée: la sociographie québécoise n'en est plus là depuis un certain temps. On reconnaît d'emblée aujourd'hui la complexité inhérente et le caractère polymorphe de la société québécoise, et personne ne songerait à contester son intégration au mouvement civilisationnel occidental. MM. Linteau, Durocher, Robert et Ricard se seront attardés à de faux problèmes. Il aurait été plus productif de chercher à déborder la littérature existante pour suggérer peut-être des formules renouvelées d'appréhension de la société québécoise. Le Québec des dernières cinquante années a fait l'objet d'analyses et de recherches

aussi multiples qu'exhaustives. Les étapes et les faits du développement récent sont généralement bien connus. Une approche un peu moins didactique et un peu plus analytique aurait mieux servi le propos tout en contribuant à approfondir la compréhension que la sociographie a déjà dégagée. Au contraire, les auteurs paraissent souvent prisonniers de leurs sources qu'ils combinent parfois en un mélange éclectique qui n'est pas toujours des plus réussis. Bref, l'ouvrage se révèle dépourvu d'une véritable problématique d'analyse. Certes, ce sont des transformations récentes du Québec dont on dit vouloir traiter, mais cela est fait sans une stratégie interprétative d'ensemble soutenue et cohérente.

On mesure mieux l'ampleur du vide analytique par une lecture ininterrompue de l'ouvrage. Le découpage chronologique apparaît alors tranché, enfermé dans un cloisonnement diachronique hermétique. Chaque sous-période est livrée comme un tout en soi, indépendante de celles qui la suivent ou la précèdent. Aucun enchaînement explicite n'est vraiment établi entre elles, de sorte qu'il émerge une impression d'intemporalité, voire de statisme. Impression que renforce d'ailleurs l'absence de lien entre les chapitres eux-mêmes. Un chapitre sur la classe ouvrière en suit un autre sur la bourgeoisie et les classes dominantes, sans qu'on ne mentionne les rivalités de classes ou encore l'influence que leur interaction pourrait avoir sur le jeu ou le développement politique. De même, on parlera de la croissance de l'État keynésien sans la relier aux forces sociales ou aux transformations économiques qui l'ont suscitée.

En d'autres mots, on nous dit que le Québec est en mouvement et, données factuelles à l'appui, on veut bien croire les auteurs. Il faut se rendre à l'évidence d'un changement, d'une transformation; les choses ne sont pas en 1987 ce qu'elles étaient il y a cinquante ans. Mais ce changement, les auteurs se contentent simplement de le montrer; ils ne l'expliquent pas, ils ne disent pas comment ni pourquoi il fut possible. Rapports sociaux, rapports de pouvoir,

rapports de force, tout ce qui constitue le moteur de l'évolution, de la production de la société est à toutes fins utiles absent du propos. C'est tout le caractère de l'historicité de la société québécoise que l'on omet finalement de discuter.

En fait, la nature du découpage choisi pose problème. En raison de la division du temps en sous-périodes, le lecteur perd facilement toute vue d'ensemble du changement sociétal. Pour réussir à saisir le sens de l'évolution sur un aspect donné de la société, il faudrait lire le livre par tranches discontinues. Ainsi, on devra parcourir les chapitres 1, 2 et 3, puis les chapitres 15 à 19, et finalement les chapitres 31 à 36 pour obtenir le tableau global de l'évolution économique de la période. Et pareillement pour les autres thèmes. L'attention du lecteur est constamment sollicitée par une foule de détails sur des sujets divers, de sorte qu'il lui devient impossible d'effectuer pleinement cette synthèse à laquelle les auteurs disent vouloir le convier.

Même s'il est possible d'y observer des ruptures, il n'en reste pas moins que dans sa totalité la période étudiée se déroule dans le procès d'actualisation d'un long mouvement de modernisation dont l'impulsion avait été donnée dès le début du vingtième siècle. Le découpage d'abord chronologique qu'ont privilégié les auteurs dilue considérablement le sens de la continuité qui, en définitive, marque la période. Il eût peut-être mieux valu opter pour un découpage d'abord thématique qui se serait objectivé secondairement dans une perspective chronologique. Une image plus cohérente et plus claire non seulement des transformations, mais aussi de la *logique* des transformations dans chaque secteur de la société aurait pu alors être livrée. Dans sa facture actuelle, l'ouvrage peut créer chez qui s'abstient d'une lecture critique l'impression que le développement récent de la société québécoise s'est réalisé de manière désarticulée.

L'absence de profondeur analytique aura conduit MM. Lindeau, Durocher, Robert et Ricard à confectionner un écheveau impressionnant de statistiques et de faits bien ordonnés, mais un écheveau tissé à même les lieux communs les plus éculés sur le Québec. Le conservatisme du gouvernement Duplessis est encore posé comme le responsable de la lenteur de la modernisation d'après-guerre; le «retard» du Québec est discuté comme si cela allait de soi; et la croissance rapide de l'État québécois après 1960 apparaît comme une vaste opération de rattrapage. Pourtant, la sociographie récente a bien démontré que le duplessisme ne fut pas une perversion de l'histoire politique du Québec, mais un mode donné d'exercice du pouvoir politique lié au type de société et d'économie à l'intérieur duquel se produisait alors la société québécoise. De même, on sait maintenant que le supposé retard du Québec n'a rien de l'état pathologique qu'on lui a souvent accolé, qu'il est plutôt le fruit de rationalisations politiciennes qu'une description fidèle de la réalité: le Québec a toujours participé de la mouvance civilisationnelle nord-américaine et s'est souvent montré plus ouvert que plusieurs autres provinces du pays; quant à son désavantage économique, il faut bien admettre qu'il s'estompe en comparaison des régions économiquement périphériques du Canada: plus apparent que réel, il émerge de la spécialisation régionale traditionnelle de la production industrielle canadienne. Finalement, de nombreuses études sur l'État québécois ont d'ores et déjà reconnu que par l'expansion de ses fonctions étatiques, le Québec ne visait pas à rattraper le temps perdu, mais avançait au même rythme que la plupart des États occidentaux et répondait en cela aux impératifs nouveaux du développement du capitalisme; en réalité, le Québec fit même figure de pionnier dans le champ de la construction étatique par rapport aux autres provinces du Canada. Les orientations bibliographiques en fin de chapitres témoignent que les auteurs sont sans doute conscients de ces

avancées nouvelles de la sociographie québécoise. Malheureusement, elles ne transparaissent pas dans le produit final.

De façon générale, les auteurs n'ont pas su appréhender le Québec dans son rythme propre et interne d'évolution. Leur démarche s'objective en référence constante à des modèles extérieurs (États-Unis, Ontario) offerts comme étalon du développement de la société québécoise. Tous les poncifs du vocabulaire fonctionnaliste caractéristique des thèses développementistes — pourtant décriées depuis longtemps — teintent le discours. MM. Linteau, Durocher, Robert et Ricard auront conçu, somme toute, un ouvrage assez peu concluant. Il n'est pas dépourvu des qualités qui permettent de rejoindre un très large auditoire et le néophyte y trouvera peut-être son compte. Le lecteur plus informé en déplorera la superficialité de l'analyse et s'y ennuiera sans doute.

Daniel Salée
Université Concordia